

Journal International des Sachants

REVUE SCIENTIFIQUE
PLURIDISCIPLINAIRE



Journal International
des Sachants



Fréquence
TRIMESTRIELLE

ISSN-P : 3079-3009

ISSN-L : 3079-3017

www.revuejds.net

info@revuejds.net

**Volume 2,
Numéro 1,
Février 2026**



**LES ÉDITIONS
CROCO**



**Journal International
des Sachants**



Revue scientifique pluridisciplinaire

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

Site web: <https://revuejds.net/>

Email : revuejds@gmail.com

Publié en Open Access



Abidjan, République de Côte d'Ivoire

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

INDEXATIONS ET REFERENCEMENTS INTERNATIONAUX

Pour toutes informations sur les indexations et référencements internationaux du **Journal International des Sachants (JDS)**, consultez les bases de données ci-dessous :



<https://sjifactor.com/passport.php?id=24370>



<https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/3079-3009>



<https://ascidatabase.com/masterjournalist.php?v=3079-3009>



<https://ipindexing.com/journal-details/Journal-International-des-Sachants-/2526>



<https://www.entrevues.org/revues/journal-international-des-sachants/>

Impact factor : SJIF 2026 : 5.329

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

REVUE ELECTRONIQUE

Journal International des Sachants (JDS)

Revue Scientifique pluridisciplinaire

ISSN-P: 3079-3009 (Print ou imprimé)

ISSN-L: 3079-3017 (Online ou en Ligne)

Equipe Editoriale

Directeur de publication : Les Éditions Croco

Rédacteur en chef : SANOGO Tiantio Epouse BAMBA, INSAAC, Côte d'Ivoire

Chargé de diffusion et de marketing : ETTIEN N'Doua Etienne, UFHB, Côte d'Ivoire

Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen, UAO, Côte d'Ivoire

Comité Scientifique

ADOUBI Thierry Hugues, Maître conférences, Université Alassane Ouattara ;

ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;

ASSEKA Tchoman François, Maître de conférences, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

ASSUÉ Yao Jean-Aimé, Maître de Conférences, Géographie, Université Alassane Ouattara ;

BA Idrissa, Professeur Titulaire, Université Cheikh Anta Diop ;

BAKAYOKO Mamadou, Maître de Conférence, Université Alassane Ouattara ;

BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara ;

DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

FAYE Valy, Maître de Conférences, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;

KAMARA Adama, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;

KAZON Diescieu Aubin Sylvere, Maître de Conférence, Université Félix Houphouët-Boigny ;

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro ;

N'DAH Didier, professeur titulaire, Université d'Abomey-Calavi ;

OULAI Jean-Claude, Professeur titulaire, Communication, Université Alassane Ouattara ;

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de Conférences, Université Cheikh Anta Diop ;

SILUE Oumar, Maître conférences, Université Alassane Ouattara ;

TOPPE Eckra Lath, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

Comité de lecture

AYENON Séka Fernand, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;
 KANGA Kouakou Hermann Michel, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
 KAZON Diescieu Aubin Sylvere, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;
 KONAN Koffi Syntor, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
 MAMADOU Bamba, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
 MEITÉ Ben Soualiouo, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;
 OZOUKOU Koudou François, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
 SIDIBÉ Moussa, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;
 SILUE N'tchabétien Oumar, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
 TRAORE Amadou, Maître de Conférences, Université de Ségou

Comité de rédaction

AHOUE Jean-Jacques, Assistant, Université de San-Pedro ;
 ASSEKA Tchoman François Maître de conférences, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
 BALDÉ Yoro Mamadou, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;
 BAMBA Fatoumata, Maître Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
 BROU N'Goran Alphonse, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
 COULIBALY Wayarga, Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny ;
 COULIBALY Yallamoussa, Assistant, Université Alassane Ouattara ;
 DAO Salifou, Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
 DJE Yao Lopez, Assistant, Université Alassane Ouattara ;
 DJIGUE Sidjé Edwige Françoise, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara ;
 DJOKOURI Innocent, Maître-Assistante, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
 GBOLA serge Arnaud, Maître Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
 EHILE Kadja Olivier Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
 GUEYE Yoro Emmanuel, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

KAZIO Djidjé Jean-Jacques, Assistant, Université de Bondoukou ;

KONE Kiyali, Maître Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;

KONE Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;

KONE Tchima Rolland, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;

KONE Tiégbè Gaston, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

KOUAME Affoua Eugénie, Assistante, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny ;

LOBA Léon Fabrice, Attaché de Recherche, Institut d'Histoire d'Art et d'Archéologie Africain (IHAAA) ;

MOULARET Renaud-Guy Ahioua, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

N'DAYE El Hadj Amadou Ba, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;

SANOGO Tiantio épouse BAMBA, Maître-Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

SYLLA Makémissa, Assistante, Université Alassane Ouattara ;

TIE BI Galla Guy Rolland Maître-Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny ;

TOURE Gninin Aïcha, Maître-Assistante, Université Félix Houphouët-Boigny ;

TOURE Kignigouoni Dieudonné Espérance, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

TRAORE Fanta, Assistante, Université Alassane Ouattara ;

TRAORE Sogotienin Ramata, Maître-Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;

YAO Elisabeth, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara ;

YOKORE Zibé Nestor, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

ZABSONRE Moussa, Maître-Assistant, Université Yembila Abdoulaye Toguyeni.

COORDINATEUR GENERAL DU NUMERO :

AYENON Séka Fernand
Maître de conférences CAMES,
Université Félix Houphouët-Boigny

.....

Contacts JDS

Site web: <https://revuejds.net/>
Email : revuejds@gmail.com
Tél. : + 225 0779360611 / 07480453267

.....

Indexations et référencements internationaux :

Sjifactor: <https://sjifactor.com/passport.php?id=24370>

ARI : <https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/3079-3009>

ASCI: <https://ascidatabase.com/masterjournalist.php?v=3079-3009>

IPIndexing: <https://ipindexing.com/journal-details/Journal-International-des-Sachants-2526>

Ent'revues: <https://www.entrevues.org/revues/journal-international-des-sachants>

Impact factor : SJIF 2026 : 5.329

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

PRESENTATION DE JDS

Le Journal International des Sachants (JDS) est une revue scientifique pluridisciplinaire dédiée à la valorisation et à la vulgarisation des résultats de recherches innovantes, de découvertes de pointe et de productions scientifiques originales et pertinentes dans divers domaines scientifiques. Disposant de comité scientifique et de lecture, la revue **JDS** offre ainsi aux chercheurs du monde entier, une plateforme de publication de haute qualité en favorisant le partage des connaissances et de la collaboration au sein de la communauté scientifique.

JDS est une revue évaluée par des pairs (*blind peer review*) et en libre accès "*Open access*" relevant des Editions Croco. Il publie les articles dans le domaine des Sciences Humaines et Sociales ; Langues et littérature ; Art, patrimoine et culture ; Sciences du Langage et de la Communication ; Sciences Economiques et de Gestion ; Sciences politiques et Juridiques. Dans sa vision d'ouverture, **JDS** encourage la collaboration interdisciplinaire entre les chercheurs de tous les pays africains et du monde.

Les articles proposés doivent respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent être originaux et n'avoir jamais fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture. Ils sont soumis à une sélection initiale par l'éditeur, puis à un processus rigoureux d'évaluation par les pairs en double aveugle avant publication.

PROTOCOLE DE REDACTION DE JDS

Le Journal International des Sachants (JDS) n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :

Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. - 2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparaît en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («.... »), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de ...

ISSN-P: 3079-3009

ISSN-L: 3079-3017

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{nde} éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :

Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.

- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.

Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzukru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.

- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.

Ex : BAMBA Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Le non-respect de ces recommandations ci-dessus conduit au rejet systématique du manuscrit.

SOMMAIRE

SECTION 1 : LANGUES & LITTERATURE

Etudes germaniques

1. **Umwandlung von Sprichwörtern in Slogans im Werbediskurs:
eine Untersuchung einiger deutscher Slogans**
Égni Stéphane Dieudonné ÉNIGNI & Epié Augustine Michaela BONGBA 1-17

Etudes hispaniques

2. **La Contrarreforma y la devoción popular en la España del Siglo de Oro**
GONKALIE Gbana Francis 18-31
3. **Políticas públicas y atención a las mujeres víctimas
de violencia machista en España**
Kassoum SORO..... 32-48
4. **Estética de lo abyecto en la familia de pascual Duarte de Camilo José Cela**
Oumar MANGANE..... 49-64
5. **El dilema cubano, entre “revolución” y apertura al mundo**
Dogba Léonce BAWA..... 65-78
6. **La trahison comme acte de libération dans reivindicación
del conde don julián de Juan Goytisolo**
Christine Abenan SIGNO..... 79-86
7. **La crisis económica de 2008 y su repercusión sociopolítica en España**
Kouadio Stéphane-Yannick KONAN..... 87-98

Lettres Modernes

8. **« Miss lolos » de Frédéric Éhui Meiway :
un discours hétérogène au service de l’expressivité**
Bini Kouamé PRAO, Yao Gatién KONAN & Tchékpoho SORO 99-111

SECTION 2 : COMMUNICATION, ARTS, CULTURE ET PATRIMOINE

Sciences du langage et de la communication

9. **Industrialisation de la visibilité et reconfiguration du débat public
dans l’émission Jakaarlo Bi**
Alioune Badara GUEYE..... 112-127
10. **Appropriation des termes footballistiques en fulfulde
au Nord-Cameroun : enjeux culturels**
NGAOURI Landri & OLOWA Jean de Dieu..... 128-139
11. **Peuples Chamites versus Peuples Hébraïques :
les Peuples de la Côte d’Ivoire**
Ayé Clarisse HAGER-M’BOUA..... 140-163

- 12. Communication et Prospective pour une gestion durable des infrastructures d'utilité publique à l'Université Alassane Ouattara**
DAGNOGO Gnéré Laetitia Blama &
KOUAME-KONATE Aya Carelle Prisca..... 164-176
- 13. Précarité socio-économique et accès aux soins au CHU de Bouaké : apport de la communication sociale**
Akissi Germaine KOUASSI & Nibé Dramane SILUÉ 177-192
- 14. Typologies de phrases en tupuri : analyse syntaxique et usages sociolinguistiques**
Jacqueline MAÏKAKE..... 193-205
- 15. Discursive Issues in Emmanuel Macron's Speeches on Leadership (2017-2022)**
Ifedolapo Akinrinlola & Amos Iyiola..... 206-224

Patrimoine, art, culture, cinéma & tourisme

- 16. La femme face à la tradition dans le film “ La jumelle” de Lanciné Diaby : entre combat et réalité de la femme**
Olivier Kadja EHILE..... 225-236

SECTION 3 : SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Archéologie

- 17. Stratégie coloniale et adaptations locales dans le royaume sanwi (sud-Côte d'Ivoire)**
Ange Marius AKPO, TOURE Gninin Aïcha &
ETTIEN N'Doua Etienne..... 237-250
- 18. Le littoral ivoirien : Berceau historique de l'Église catholique, inventaire patrimonial et perception contemporaine d'un héritage remarquable**
ASSAKA Tatiana Larissa Sandrine &
KIENON-KABORE Timpoko Hélène..... 251-267

Histoire

- 19. Le dynamisme social du sexe féminin en Grèce classique Ve- IVe J.-C.**
Fabrice OULAI..... 268-277
- 20. La politique étatique de la protection de l'environnement minier en Côte d'Ivoire (2000-2024)**
Yhattey Hervé Thierry AGUIE..... 278-294
- 21. La Trajectoire de la filière industrielle du cycle au Burkina Faso, de 1963 à 2009**
Eloge MIEHI & Richard Gouedan MEIGNAN 295-311
- 22. L'espace rural à l'épreuve de l'exploitation forestière au Cameroun sous administration française (1921-1956)**
Yannick ZO'OBO..... 312-321

- 23. Être de son temps ou s'affirmer comme monde.**
Les étudiants africains à Dakar (années 1950-1970)
 Mamadou Yéro BALDE..... 322-339
- 24. La gestion coloniale de l'assainissement de la ville d'Aboisso, 1913-1926**
 N'GUESSAN ROKIA BOUBACARD ÉPOUSE ANOH,
 ESSEY Bonzou Ella épouse OHOUO & BAKAYOKO Nonama Rockya..... 400-414

Géographie

- 25. Impacts de l'orpillage légal sur les écosystèmes préforestiers dans le département de Katiola (Centre-Nord ivoirien)**
 N'Gromma Florent KOUADIO..... 415-430
- 26.« Effets structurants » du Train Express Régional (TER) à Dakar (Sénégal)**
 Awa FALL..... 431- 452
- 27. Gestion intégrée des ressources en eau de la commune de Medina (Sénégal)**
 René Ndimag DIOUF..... 453- 464
- 28. Dynamique urbaine et développement économique à Korhogo (nord de la Côte d'Ivoire)**
 Konan Norbert KOFFI, Mariam DIOMANDE &
 Songuimadenin Siaka YEO..... 465-482
- 29. Mutation foncière et reconversion paysanne dans la sous-préfecture de Yamoussoukro**
 Achille Roger TAPE..... 483-496
- 30. Exposition au travail des enfants d'immigrants en milieu rural dans la sous-préfecture de Duékoué**
 Kouadio Arnaud Yao & GOHOUROU Florent..... 497-511
- 31. La morbidité infantile des infections respiratoires aiguës dans les districts sanitaires du V Baoulé de 2017 à 2022**
 SEDEHI Akissi Epiphane, TRA BI Zamblé Armand &
 KANGA Kouakou Hermann Michel..... 512-520

Philosophie

- 32. Heidegger et la cybernétique : critique de la réduction de l'existence à la fonctionnalité**
 Mlan Kouakou Pierre ANZIAN..... 521-540
- 33. Essence de la pensée hobbesienne et rawlsienne dans la problématique du développement de l'Afrique**
 Kouadio Louis N'GUESSAN & Abraham Saint-Omer Koffi KOUAKOU..... 541-554
- 34. La palabre africaine : une expression de la démocratie**
 N'Guessan Jonas Kouassi..... 555-567

- 35. Cynisme politique et déshumanisation de l'homme
dans le monde vécu aujourd'hui**
Christophe ONGUENE ONGUENE..... 568-581
- 36. L'impérialisme extractiviste en Afrique**
Kouadio YAO..... 582-597
- 37. L'oubli constitutif de la technique :
déconstruire le paradigme technoscientifique**
Gabriel VANNA..... 598-608
- 38. Quine et l'effondrement de l'épistémologie classique**
Koffi Zahouo Alain & Koffi KOUASSI..... 609-622

Anthropologie et sociologie

- 39. Le Togo dans le nouvel ordre géostratégique :
diversification et enjeux de sécurité**
Laré Batouth PENN..... 623-640
- 40. Entre racines ethniques et conscience nationale :
dynamiques identitaires au Gabon contemporain**
Steeve-Thierry BALONDJI..... 641-659
- 41. Les collectivités territoriales décentralisées et la gouvernance
éducative à l'ère de la décentralisation au Cameroun**
Simon Patou Simon..... 660-677
- 42. Motivation extrinsèque et performance scolaire en contexte ivoirien :
une analyse du rendement des élèves de Troisième et de Terminale
dans le département d'Alépé**
AGUI Lobah Azouan Barthelemy & BLA Ypodé Guéaybomin Emmanuel..... 678-692
- 43. Représentations, croyances et pratiques sociales autour de la route
et des accidents de la circulation en Côte d'Ivoire**
KACOU Fato Patrice & GBOKO Kouadio Roger..... 693-706
- 44. Félix Houphouët Boigny et l'intégration des immigrés à Hiré,
sud-ouest de la Côte d'Ivoire**
Dabé Laurent OUREGA..... 707-725

Criminologie

- 45. Délits Economiques à Lubumbashi : Enquête Proactive**
MULUNDA TSHIEYA Lucien..... 726-737

Psychologie

- 46. Le rôle médiateur de la régulation émotionnelle entre stress et comportements à risque des mototaximens**
Djiessi Makouam & Placide Mengoua..... 738-756
- 47. Modèles explicatifs du passage à l'acte des auteurs d'agression sexuelle : convergences, divergences, enjeux cliniques**
Kaama Sandrine GOUNDJOA & Kaka KALINA..... 757-770
- 48. Vulnérabilité et résilience chez les enfants de mères dépressives : une étude qualitative en contexte hospitalier ivoirien**
KOFFI Ekissi Jean Armel, Amalaman Franck Severin ANDO & KOFFI N'Guessan Williams..... 771-789

Science de l'éducation

- 49. Le système LMD au Mali : d'une adoption formelle à la quête d'une adaptation institutionnelle**
Chiaka SAMAKÉ, Idrissa Soïba TRAORE & Mamadou KOUMARE 790-804

SECTION 4 : SCIENCES POLITIQUES ET JURIDIQUES

Sciences politiques et administratives

- 50. La continuité des services publics administratifs à l'épreuve des théories et des faits : cas de la ville de Bukavu pendant l'occupation de l'AFC/M23**
David CIZA, Pacifique Makuta MWAMBUSA,
Joseph Munyabeni NYEMBO & Augustin Kahindo MUHESI 805-813

SECTION 5 : SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

- 51. Contribution du management participatif dans l'amélioration de la qualité des soins dans les établissements publics hospitaliers de Bamako**
Zoubeirou HAROUNA, BERTHÉ Soungalo & DICKO Albadia Abdoulaye.... 814-831
- 52. Audit interne et prévention de la fraude sur les recettes du service recouvrement de la mairie de Bouaké**
Gningninri Augustin KONE..... 832-848

SECTION 6 : GEOSCIENCES

- 53. Caractérisation géochimique des roches du socle panafricain de Dan Issa (Sud-Maradi, Niger) par fluorescence X**
Ousmane Loumoumba MOUSSA MAHAMAN, Karimou DIA HANTCHI,
Rachid BOUBACAR OUMAROU & Yaou BAKOYE..... 849-868

Le Togo dans le nouvel ordre géostratégique : diversification et enjeux de sécurité

Laré Batouth PENN

Université de Lomé, Togo

ORCID iD: 0009-0001-3385-8439

Email: ibatouth@gmail.com

Date de soumission : 27-11-2025

Date de publication : 28-02-2026

Résumé

Cet article s'inscrit dans un contexte régional marqué par la montée des insécurités au Sahel, la reconfiguration des rapports de force internationaux et la compétition croissante entre puissances pour l'accès stratégique au continent africain. Ces dynamiques exercent une pression accrue sur les États côtiers du Golfe de Guinée, les contraignant à réévaluer leurs orientations diplomatiques, leurs modes de légitimation et leurs sources de soutien extérieur. Le Togo constitue, à cet égard, un cas éclairant. Longtemps structuré autour d'un partenariat privilégié avec la France, le pays se trouve engagé dans un processus de redéfinition de ses alliances et de diversification de ses dépendances extérieures. L'objectif de cet article est d'analyser les logiques institutionnelles, les configurations d'acteurs et les recompositions du champ de l'action publique qui sous-tendent la diversification accélérée des partenariats militaires, économiques et diplomatiques du Togo. Appuyée sur une méthodologie qualitative fondée sur l'observation des faits stratégiques et une revue documentaire approfondie, la recherche met en évidence trois évolutions majeures : l'autonomisation progressive du champ décisionnel de la défense, la recomposition des influences extérieures dans le golfe de Guinée et l'affirmation d'une diplomatie pragmatique orientée vers la multiplication des alliances. L'analyse contribue ainsi à une compréhension renouvelée des transformations contemporaines de l'État en contexte d'interdépendances globales.

Mots-clés : Diplomatie pragmatique, géostratégie, partenariats multipolaires, sécurité nationale, Togo.

Togo in the new geostrategic order: diversification and security challenges

Abstract

This article is situated within a regional context characterized by escalating insecurity in the Sahel, the reconfiguration of international power relations, and intensifying competition among global actors for strategic access to the African continent. These dynamics exert increasing pressure on the coastal states of the Gulf of Guinea, compelling them to reassess their diplomatic orientations, modes of legitimation, and external sources of support. Togo offers a particularly illuminating case in this regard. Long anchored in a privileged partnership with France, the country is now engaged in a process of redefining its alliances and diversifying its external dependencies. The objective of this article is to analyse the institutional logics, actor configurations, and transformations within the field of public action that underpin Togo's accelerated diversification of military, economic, and diplomatic partnerships. Drawing on a qualitative methodology grounded in the systematic observation of strategic developments and an extensive documentary review, the research identifies three major dynamics: the progressive autonomization of the defence decision-making field; the reconfiguration of external influences within the Gulf of Guinea; and the rise of a pragmatic, multivector diplomacy oriented toward the



multiplication of partnerships. The analysis thus contributes to a renewed understanding of contemporary state transformations in a context of deepening global interdependence.

Keywords: pragmatic diplomacy, geostrategy, multipolar partnerships, national security, Togo.

Introduction

Au cours de la dernière décennie, l'Afrique de l'Ouest a connu une profonde transformation géopolitique, marquée par la diffusion du terrorisme, l'intensification des rivalités entre puissances étrangères et la reconfiguration des alliances régionales. L'alerte de la CEDEAO au Conseil de sécurité de l'ONU en novembre 2025, qualifiant le terrorisme de « menace existentielle » (A. A. Ascofaré, 2025), illustre la gravité d'un phénomène désormais transnational. Les violences armées, historiquement concentrées dans le nord du Nigeria ou le centre du Mali, se propagent vers les pays du golfe de Guinée, dont le Togo, révélant la régionalisation d'une menace hybride exploitant la porosité des frontières et fragilités institutionnelles (S. Hagberg et *al.*, 2019 ; M. Khalfaoui, 2023).

Longtemps perçu comme stable, le Togo fait depuis 2019 face à des incursions récurrentes dans sa région septentrionale, bouleversant ses priorités sécuritaires et diplomatiques. Cette évolution s'inscrit dans une recomposition stratégique régionale et globale, caractérisée par l'affaiblissement des architectures traditionnelles de coopération sécuritaire et la montée de nouveaux acteurs internationaux (P. Khanna, 2019 ; S. Ramani, 2023). La littérature souligne que la violence armée restructure les institutions et redéfinit la souveraineté, tout en influençant le positionnement diplomatique (N. Bagayoko et *al.*, 2016 ; M. Bøås, 2019 ; M. Mérino et A. Lauret, 2025).

Cet article interroge comment le Togo recompose ses alliances géostratégiques face à la multipolarisation et à la régionalisation du terrorisme, en analysant à la fois l'adaptation de son architecture de sécurité et sa stratégie d'autonomisation diplomatique. L'hypothèse avancée est que la diversification géostratégique constitue une réponse rationnelle à la double pression sécuritaire et géopolitique, reposant sur la réduction de la dépendance historique, le renforcement de la sécurité nationale et l'ouverture à de nouvelles opportunités économiques et technologiques.

Le cadre théorique mobilisé combine le réalisme et le néoréalisme (J. J. Mearsheimer, 2001), la théorie de la dépendance (S. Amin, 1973) et les approches contemporaines de la multipolarité (P. Khanna, 2019).

L'article s'articule autour de cinq axes analytiques. Il débute par la méthodologie, fondée sur une observation systématique des dynamiques stratégiques et une analyse documentaire critique. Le second axe, pluralisation et diversification des réseaux de coopération, examine les logiques de redéfinition des alliances et de redistribution des ressources symboliques et matérielles. Le troisième, recomposition du champ décisionnel de la défense, analyse l'autonomisation progressive des instances décisionnelles et les transformations institutionnelles. Le quatrième, diplomatie pragmatique et stratégies multivectorielles, explore la flexibilité tactique et la gestion différenciée des partenaires globaux. Enfin, le cinquième axe, transformations et perspectives sociopolitiques, évalue les implications de ces recompositions pour la gouvernance, la légitimation et la souveraineté de l'État dans un contexte d'interdépendances globales.

1. Méthodologie

Cette recherche adopte une approche qualitative visant à comprendre comment le Togo reconfigure ses alliances et diversifie ses partenariats dans un environnement géopolitique en mutation. La méthode qualitative permet d'explorer les dynamiques de pouvoir, les stratégies d'action des acteurs étatiques et les logiques de coopération, tout en situant ces phénomènes dans leur contexte historique, régional et international.

L'analyse repose sur l'observation non participante et l'examen documentaire. L'observation non participante a consisté à suivre de manière détachée les visites diplomatiques, rencontres bilatérales et multilatérales, annonces officielles et accords stratégiques, afin de saisir les pratiques et comportements des acteurs, ainsi que la manière dont le Togo négocie et formalise ses partenariats. Elle a également porté sur les dynamiques régionales et internationales, en intégrant les positions de la CEDEAO, de l'Union africaine et des puissances extérieures telles que la Russie, la Chine, l'Inde, l'Union européenne et les États-Unis, permettant de comprendre les stratégies de repositionnement et les interactions entre partenaires traditionnels et émergents.

L'analyse documentaire a complété l'observation en fournissant un cadre factuel et contextuel solide. Les sources mobilisées incluent lois, décrets, communiqués gouvernementaux, rapports ministériels et publications d'organisations internationales (OCDE, ISS - Africa, International Crisis Group), ainsi que des articles scientifiques récents et des médias spécialisés (The Africa Report, Jeune Afrique, RFI Analyse, Carnegie Endowment). Ces données ont permis de confronter les événements observés aux analyses académiques, tout en identifiant discours, perceptions et représentations des acteurs.

Les données recueillies ont été codifiées autour de thématiques centrales : partenariats militaires, alliances économiques, coopération diplomatique, sécurité régionale et autonomie stratégique. Une analyse chronologique a retracé l'évolution des alliances et pratiques diplomatiques du Togo depuis 2000, mettant en évidence tendances, ruptures et continuités. L'interprétation s'inscrit dans un cadre théorique combinant réalisme et néoréalisme offensif, théorie de la dépendance et perspectives de multipolarité, permettant de comprendre à la fois les logiques de puissance et les rapports asymétriques Nord - Sud. Une analyse comparative régionale et internationale situe enfin le Togo dans le contexte ouest-africain et mondial, évaluant la redistribution de l'influence entre partenaires établis et émergents.

Cette méthodologie offre ainsi une lecture contextualisée, rigoureuse et sociologiquement pertinente des dynamiques géostratégiques, intégrant les contraintes institutionnelles et les logiques de pouvoir qui structurent les relations internationales contemporaines.

2. Pluralisation et diversification des réseaux de coopération

L'analyse qualitative, reposant sur l'examen critique de sources secondaires relatives aux dynamiques diplomatiques et militaires et complétée par une revue documentaire systématique, met en évidence que, depuis la fin des années 2010, le Togo a développé une stratégie de diversification de ses partenariats internationaux. Cette démarche se caractérise par le maintien de liens solides avec ses alliés historiques tout en nouant de nouvelles alliances stratégiques dans un contexte régional et mondial de recomposition des influences.

2.1. Partenaires traditionnels : France, Allemagne, États-Unis

Les partenariats traditionnels du Togo avec la France, l'Allemagne et les États-Unis constituent un fondement historique et institutionnel majeur pour la sécurité et la gouvernance du pays. La France, en particulier, occupe depuis l'indépendance une position centrale, non seulement en fournissant formation militaire, encadrement stratégique et soutien logistique, mais aussi en influant sur la culture bureaucratique et sécuritaire. Cette influence dépasse le cadre purement technique. Elle façonne les normes organisationnelles, les pratiques institutionnelles et les modalités de coordination au sein des forces armées et des structures civiles de sécurité (J.-C. Cousseran et P. Hayez, 2021). Du point de vue sociologique, ce phénomène peut être analysé à travers le concept de socialisation institutionnelle : les acteurs togolais sont progressivement imprégnés de modèles normatifs et organisationnels importés, ce qui contribue à la reproduction de certaines pratiques héritées de l'État postcolonial.

L'Allemagne et les États-Unis complètent ce socle historique par des programmes ciblés de coopération technique, de formation spécialisée et de financement de projets de sécurité,

notamment dans la protection des infrastructures critiques et la gestion des crises civiles. Cette coopération s'inscrit dans une logique de diffusion de savoirs techniques et de standards internationaux, renforçant les capacités institutionnelles du pays tout en inscrivant le Togo dans des réseaux transnationaux de sécurité et de gouvernance.

Cependant, malgré leur ancienneté et leur poids institutionnel, ces partenariats traditionnels voient leur influence relative s'ajuster face à l'émergence de nouveaux acteurs internationaux. La multiplication des accords bilatéraux, les visites officielles et les exercices conjoints des forces armées montrent que le Togo cherche à diversifier ses alliances pour réduire sa dépendance stratégique et renforcer son autonomie opérationnelle. Sociologiquement, cette diversification traduit une recomposition des champs de pouvoir et d'influence : l'État togolais n'est plus uniquement structuré par des modèles hérités des anciennes puissances coloniales, mais doit désormais naviguer dans un espace international multipolaire où les acteurs nouveaux proposent des ressources alternatives, des savoir-faire techniques et des options politiques distinctes.

Ainsi, ces partenariats traditionnels illustrent à la fois la continuité historique des liens sécuritaires et la nécessité d'adaptation stratégique dans un contexte de globalisation et de multipolarité régionale. La sécurité nationale devient dès lors un objet socialement construit, où les choix d'alliance et de coopération reflètent à la fois des héritages institutionnels et des logiques pragmatiques de gestion des risques et des ressources dans un environnement international complexe.

2.2. Nouveaux partenaires

Face à l'émergence de nouveaux acteurs internationaux, le Togo a engagé une stratégie de diversification de ses partenariats, visant à renforcer à la fois sa sécurité et son développement stratégique. Ces alliances apportent des ressources techniques, militaires et économiques qui complètent les relations traditionnelles, révélant une logique de multipolarité pragmatique. L'État combine ainsi relations historiques et nouveaux partenariats afin d'accroître ses capacités opérationnelles, technologiques et institutionnelles. Sociologiquement, cette stratégie peut être analysée à travers le prisme de la sécuritisation et de la diplomatie hybride, chaque partenaire contribuant à la structuration interne des forces armées et influençant la perception nationale de souveraineté et de puissance.

2.2.1. Russie : renforcement militaire et capacités opérationnelles

Le partenariat militaire entre le Togo et la Russie, consolidé par l'accord de coopération de 2024¹, s'inscrit dans un contexte régional marqué par une intensification des menaces transnationales. Il constitue une réponse stratégique à la diffusion du djihadisme et aux fragilités institutionnelles des États côtiers. Selon B. Buzan (1991), la sécurité doit être appréhendée comme un espace sectoriel incluant les dimensions politique, territoriale, sociale et infrastructurelle. La coopération russo-togolaise illustre cette approche, combinant soutien opérationnel, transfert technologique et consolidation politico-symbolique de l'État.

La Russie intervient par la fourniture d'équipements, la formation spécialisée, l'assistance technique et la réalisation d'exercices conjoints, renforçant les capacités des Forces armées togolaises dans un contexte d'incursions régulières au nord du pays (F.-G. Delato, 2025). La visite présidentielle de novembre 2025 peut être interprétée comme un acte de diplomatie performative, produisant un effet de légitimation interne, à la manière des analyses de M. Dobry (2009) et de J.-F. Bayart (1989) sur la mise en scène du pouvoir et la mobilisation des réseaux internationaux pour élargir les marges d'autonomie politique et institutionnelle.

Un effet majeur de cette coopération est la diffusion de normes, doctrines et pratiques militaires, générant une culture de sécurité hybride. Dans la perspective post-coloniale de M. Ayoob (1995), les États du Sud recourent à des alliances extérieures non seulement pour renforcer leurs capacités, mais pour stabiliser l'autorité étatique. Le cas togolais illustre cette logique : la Russie ne se limite pas à fournir du matériel ou de la formation, mais contribue à consolider l'État comme structure coercitive et institution symbolique.

Cette hybridation s'inscrit dans un environnement régional transformé par la régionalisation du djihadisme, confirmée par la CEDEAO qui qualifie le djihadisme de « menace existentielle ». La diffusion des violences vers les pays côtiers, dont le Togo, révèle une « diffusion stratégique » exploitant zones grises, rivalités interétatiques et fragilités institutionnelles (A. M. Dieye et A. Eziakonwa, 2025). Le partenariat russo-togolais constitue ainsi une stratégie de sécurité multipolaire, permettant de limiter les effets des rivalités régionales et d'élargir les marges de manœuvre nationales.

¹ En 2024, la Russie et le Togo ont renforcé leur coopération, notamment par la signature d'un accord-cadre de coopération militaire en mars-avril 2025. Ce traité, qui vise à approfondir les liens de défense, prévoit des exercices militaires conjoints, la formation des forces armées togolaises, l'échange de renseignements et une assistance médicale gratuite en cas d'urgence. En parallèle, la coopération s'est intensifiée dans le domaine de la formation, avec une forte augmentation des bourses d'études accordées aux étudiants togolais par la Russie pour l'année académique 2024-2025.

2.2.2. Chine : modernisation des infrastructures et puissance économique

La coopération sino-togolaise illustre le rôle de l'infrastructure comme instrument de puissance et levier de développement étatique. Le Togo occupe une position stratégique à travers le Port Autonome de Lomé (PAL) et l'Aéroport International Gnassingbé Eyadéma, transformés en hubs sous-régionaux. La prise de participation de China Merchants Port Holdings (CMPH) dans le Lomé Container Terminal (LCT) depuis 2012 illustre la consolidation d'un modèle de gouvernance hybride, articulant capitaux asiatiques, européens et togolais (X. Aurégan, 2024).

La modernisation de ces infrastructures renforce l'articulation du Togo aux flux régionaux et globaux, tout en instaurant une "diplomatie des infrastructures", où ports et aéroports deviennent instruments d'influence et leviers de développement national. Les effets ne sont pas seulement matériels : amélioration des capacités de traitement, modernisation des axes routiers et renforcement des connexions régionales. Ils sont également sociopolitiques, transformant les pratiques administratives, réorganisant les partenariats public-privé et redéfinissant la régulation des secteurs stratégiques.

La coopération chinoise constitue un partenaire alternatif aux bailleurs occidentaux, offrant un soutien sans conditionnalités politiques fortes, et stabilisant l'État dans un environnement international concurrentiel (F. F. Gbikpi-Benissan et L. B. Penn, 2009). Ainsi, la modernisation simultanée du PAL et de l'aéroport révèle que la coopération sino-togolaise est un fait social total, engageant rapports de pouvoir, redéfinition des dépendances économiques et transformation des institutions publiques.

2.2.3. Turquie : technologies de surveillance et drones

Le partenariat avec la Turquie concerne les technologies militaires avancées, notamment drones et les systèmes de surveillance, permettant au Togo de renforcer sa capacité de contrôle territorial (Africa Intelligence, 2022). Sociologiquement, ces technologies transforment la pratique quotidienne des forces armées, modifient la hiérarchie des compétences et redéfinissent les frontières de la sécurité nationale. Elles illustrent également la stratégie de diplomatie technologique de la Turquie et la capacité du Togo à combiner savoir-faire locaux et expertise étrangère dans un système multipolaire.

2.2.4. Inde : cybersécurité, formation technologique et souveraineté numérique

La coopération indienne se concentre sur la cybersécurité, la formation professionnelle et le renforcement des capacités institutionnelles. Elle permet au Togo de consolider sa souveraineté numérique et d'aligner ses dispositifs sur les standards internationaux. Cette coopération s'appuie sur le Programme indien de coopération technique et économique (ITEC), qui offre

formations, transferts de compétences et accès à l'écosystème technologique indien (G. Price, 2015). Depuis 2014, plus de 362 fonctionnaires togolais ont bénéficié de ce programme, renforçant des secteurs stratégiques tels que l'énergie, les télécommunications et l'administration publique (www.republicoftogo.com, 2025).

L'impact sociopolitique se traduit par une transformation systémique des dynamiques institutionnelles et sociales, caractérisée par la diffusion d'une culture de l'innovation numérique, le renforcement des pratiques administratives et la consolidation des infrastructures critiques, contribuant ainsi à une résilience accrue et à une meilleure gouvernance. La cybersécurité devient un domaine central de souveraineté, où la coopération internationale restructure les organisations publiques et la gouvernance de l'État.

Dans l'ensemble, l'analyse des partenariats traditionnels et émergents montre que la sécurité nationale et le développement stratégique ne peuvent plus être compris uniquement par les alliances historiques. La diversification des partenariats, avec la Russie pour le secteur militaire, la Chine pour les infrastructures, la Turquie pour la surveillance et l'Inde pour la cybersécurité, constitue une stratégie délibérée de multipolarité visant à renforcer l'autonomie nationale, optimiser les capacités opérationnelles et accroître la résilience technologique du Togo.

Cette dynamique met en évidence le caractère multidimensionnel de la sécurité, dans lequel les interactions internationales, les transferts de compétences ainsi que les normes et technologies contribuent simultanément à façonner les pratiques institutionnelles et à redéfinir la perception de la souveraineté nationale. Le Togo navigue ainsi entre continuités historiques et innovations stratégiques, dans un contexte de compétition internationale et de transformation rapide des menaces sécuritaires.

3. Reconfiguration de la politique de défense

La politique de défense du Togo connaît depuis plusieurs années une phase de reconfiguration stratégique et institutionnelle, visant à adapter les forces armées aux défis contemporains et à renforcer la souveraineté nationale dans un contexte régional marqué par l'instabilité et la montée des menaces transfrontalières². Cette transformation s'articule autour de trois axes principaux : la modernisation et la professionnalisation des forces armées, l'adaptation des

² Il s'agit principalement des dynamiques d'insécurité se diffusant au-delà des frontières étatiques, incluant la circulation de groupes armés non étatiques, l'extension géographique des actions terroristes dans la bande sahélo-saharienne, les trafics illicites (armes, drogues, carburant, espèces protégées), les flux migratoires non contrôlés ainsi que les criminalités organisées qui exploitent la porosité des frontières. Ces menaces, diffuses et multidimensionnelles, fragilisent les dispositifs nationaux de sécurité et exigent des réponses coopératives à l'échelle régionale.

capacités à la lutte anti-terroriste, et le développement d'un renseignement plus autonome. Cette démarche peut être analysée sociologiquement comme un processus de réorganisation institutionnelle et de construction d'une culture de sécurité où l'État négocie à la fois son autonomie stratégique et son inscription dans des réseaux internationaux de coopération.

3.1. Loi de programmation militaire 2021-2025 : modernisation et professionnalisation

La Loi de programmation militaire (LPM) 2021-2025 constitue le cadre légal et stratégique de la modernisation des forces armées togolaises. Elle vise à professionnaliser le personnel, moderniser l'équipement et structurer les capacités opérationnelles selon les standards internationaux. Sur le plan sociologique, cette loi peut être analysée comme un instrument de rationalisation bureaucratique et de normalisation institutionnelle. Elle formalise les priorités de l'État et encadre les pratiques au sein des forces armées, transformant les routines quotidiennes, la hiérarchie et les modalités de coordination.

La professionnalisation va au-delà de la simple formation technique. Elle inclut la diffusion de normes éthiques, la gestion structurée des carrières et l'introduction de procédures standardisées pour la planification et l'exécution des missions. Cette dimension montre que la modernisation militaire est également un processus de socialisation organisationnelle, où les acteurs internes intériorisent des valeurs et des comportements conformes aux standards étatiques et internationaux.

La LPM revêt aussi une dimension symbolique et politique : elle signale aux acteurs internationaux et à la population que le Togo est capable d'assurer sa sécurité de manière autonome et professionnelle, réduisant la perception d'une dépendance excessive aux partenaires traditionnels ou émergents. Dans une perspective de sociologie des organisations, la LPM illustre comment la loi et la politique publique structurent les pratiques, les comportements et la culture professionnelle au sein d'institutions stratégiques, contribuant à la légitimation de l'autorité étatique et au renforcement de la confiance sociale dans les forces armées.

3.2. Besoin de capacités adaptées à la lutte anti-terroriste

La menace terroriste, particulièrement dans le Sahel et le nord du Togo, met en évidence la nécessité d'adapter les forces armées à des opérations asymétriques et complexes. Cette adaptation comprend la création d'unités spécialisées, le développement de compétences en intelligence opérationnelle et le renforcement de la coopération régionale. Sociologiquement,



cette réorientation peut être comprise à travers le concept de sécuritisation³, où l'État identifie certaines menaces comme prioritaires et mobilise ressources et institutions pour y répondre.

L'accent mis sur la lutte anti-terroriste transforme non seulement l'organisation matérielle des forces armées, mais aussi leur culture opérationnelle et professionnelle. Les soldats et officiers sont formés à de nouvelles doctrines, à l'usage de technologies avancées et à la coordination avec des partenaires internationaux. Ces changements engendrent une réorganisation des pratiques sociales internes, redéfinissant les hiérarchies, les responsabilités et les modes de communication au sein de l'institution militaire.

Par ailleurs, la lutte anti-terroriste introduit une dimension politique et diplomatique : le Togo devient un acteur actif dans la gouvernance sécuritaire régionale, participant à des exercices conjoints, à des échanges d'information et à des missions de maintien de la paix. Ainsi, la professionnalisation et l'adaptation opérationnelle sont à la fois techniques, institutionnelles et symboliques, contribuant à la construction d'une culture de sécurité légitimée socialement et internationalement.

3.3. Développement d'un renseignement plus autonome

La modernisation de la défense inclut également la construction d'un renseignement national autonome, capable de collecter, analyser et diffuser des informations sécuritaires de manière indépendante. L'autonomie du renseignement est cruciale pour anticiper les menaces transnationales et coordonner des réponses efficaces, renforçant la capacité de l'État à agir de manière proactive plutôt que réactive.

Sociologiquement, le développement d'un renseignement autonome illustre un processus de construction d'expertise étatique, où savoirs techniques, analytiques et stratégiques deviennent des instruments de pouvoir et de légitimation. Cette autonomie transforme également les rapports organisationnels internes, nécessitant des réseaux de communication sécurisés, la spécialisation des personnels et l'intégration de technologies avancées. Ces transformations façonnent la culture institutionnelle, en favorisant des normes de confidentialité, de rigueur analytique et de coordination interinstitutionnelle.

Enfin, l'autonomie du renseignement ne signifie pas isolement : elle s'inscrit dans un cadre de coopération régionale et internationale, illustrant une approche de sécurité hybride et

³ La sécuritisation désigne le processus par lequel un acteur politique construit un objet (immigration, environnement, santé, etc.) comme une « menace existentielle », le faisant passer du champ politique ordinaire à celui des mesures exceptionnelles, sur la base d'un discours mobilisateur plutôt que d'une menace objective (T. Balzacq, 2018, p. 7-24).

multipolaire où autonomie et interdépendance coexistent. Les pratiques, les normes et les savoirs développés renforcent ainsi la capacité structurelle et symbolique de l'État à se positionner comme un acteur souverain et crédible dans le domaine de la sécurité.

En somme, la reconfiguration de la politique de défense togolaise illustre un processus complexe et multidimensionnel, mêlant modernisation matérielle, professionnalisation des forces, adaptation aux menaces asymétriques et construction d'un renseignement autonome. Sociologiquement, il s'agit d'une transformation institutionnelle et culturelle, où l'État redéfinit ses capacités, ses normes et ses pratiques pour répondre aux défis contemporains. Cette stratégie traduit une volonté d'autonomie relative dans la gestion de la sécurité nationale, tout en intégrant les logiques de coopération internationale, de multipolarité et de légitimation sociale. La politique de défense devient ainsi un espace où pratiques, normes et savoirs coexistent pour produire la sécurité, dans un environnement régional et global en mutation constante.

4. Stratégie diplomatique pragmatique

La stratégie diplomatique du Togo illustre une approche pragmatique et stratégiquement calibrée dans la gestion des relations internationales et des enjeux sécuritaires régionaux. Dans un contexte africain caractérisé par la multipolarité émergente et la diversification des influences internationales, le Togo adopte une stratégie visant à diversifier ses alliances, à accroître sa participation dans les organisations régionales et à exercer un rôle médiateur discret mais effectif dans les tensions régionales. Cette stratégie peut être analysée à la lumière de la sociologie des relations internationales, en mettant en évidence les dimensions institutionnelles, symboliques et relationnelles de l'action étatique, ainsi que les asymétries de pouvoir et de dépendance qu'elle cherche à gérer.

4.1. Diplomatie d'équilibre : multiplier les partenaires pour réduire la dépendance

La diplomatie d'équilibre du Togo illustre la manière dont un État de taille modeste cherche à gérer ses dépendances dans un environnement international multipolaire et hiérarchiquement recomposé. Cette stratégie dépasse le simple élargissement des partenariats. De fait, elle constitue une gestion sociopolitique des vulnérabilités structurelles, visant à diversifier les sources de soutien matériel, technique et sécuritaire afin de limiter les contraintes d'un alignement exclusif sur un acteur dominant.

Sociologiquement, il s'agit d'un travail d'autonomisation relative. Effectivement, l'État module ses dépendances pour accroître sa marge de manœuvre, réduire les risques systémiques et négocier l'accès aux ressources stratégiques (formation militaire, infrastructures, technologies,

financements), tout en consolidant sa résilience face aux pressions externes et en construisant simultanément sa légitimité régionale.

Cependant, cette diversification n'est pas intrinsèquement libératrice. Elle peut générer des asymétries recomposées : multiplication des engagements, surcharge institutionnelle et concurrence entre partenaires, parfois au détriment des priorités nationales. Comme le montrent Bayart (1999) et Mbembe (2010), les États africains évoluent souvent dans des configurations de puissance déléguée où les stratégies de diversification renforcent davantage les intérêts externes que l'autonomie interne.

La diplomatie d'équilibre comporte aussi une dimension symbolique et performative. Les visites officielles, les accords bilatéraux et les participations aux forums multilatéraux produisent un capital symbolique visant à projeter l'image d'un État souverain, professionnel et capable de décisions stratégiques autonomes. Ce capital est cependant fragile, dépendant de la reconnaissance externe et vulnérable aux changements d'intérêts des partenaires majeurs.

Ainsi, la diplomatie d'équilibre apparaît comme un exercice d'équilibrisme : elle améliore l'autonomie relative de l'État tout en le maintenant exposé aux contraintes structurelles et aux recompositions asymétriques du système international, révélant la tension permanente entre stratégie d'indépendance et réalités du pouvoir global.

4.2. Positionnement discret mais actif : le rôle de médiateur régional

Le positionnement du Togo comme médiateur régional s'inscrit dans une configuration diplomatique articulant discrétion, pragmatisme et recherche de légitimité internationale. À l'échelle sociologique, cette posture peut être interprétée comme une stratégie de production de capital relationnel et symbolique, par laquelle un État aux ressources matérielles limitées parvient à accroître sa visibilité et son pouvoir d'agir dans un système international hiérarchisé. La médiation n'est pas seulement une fonction technique ou diplomatique : elle constitue un mode d'existence politique permettant au Togo d'inscrire son autorité dans un champ de forces dominé par des puissances régionales ou extrarégionales.

Cette médiation « discrète mais active » repose sur une capacité singulière à intervenir dans des conflits ou tensions régionales en évitant les mécanismes de polarisation qui affectent d'autres États plus exposés aux rivalités géopolitiques. L'efficacité de cette posture résulte de la combinaison de compétences relationnelles liées à une socialisation diplomatique de longue durée, de compétences institutionnelles permettant de mobiliser les enceintes régionales comme plateformes de légitimation, et de compétences symboliques assurant l'image d'un acteur



impartial et modéré. Le Togo se positionne ainsi comme un fournisseur de stabilité normative, capable de proposer des espaces de dialogue dans des configurations où la méfiance et l'instabilité prédominent.

Toutefois, une lecture critique invite à souligner les ambiguïtés inhérentes à cette posture de médiation. La neutralité affichée peut dissimuler des alignements stratégiques mouvants, tandis que la discrétion peut servir à minimiser les coûts politiques d'un engagement diplomatique plus explicite. De même, le médiateur peut devenir l'instrument de stratégies extérieures cherchant à déléguer la charge symbolique et opérationnelle de la négociation. La médiation apparaît alors comme un espace de tensions entre initiative et vulnérabilité, révélant les limites des stratégies d'autonomisation des États de taille modeste dans un environnement régional marqué par l'instabilité, l'interdépendance sécuritaire et les rivalités de puissance.

Cette posture contribue également à la consolidation de la légitimité interne. En se présentant comme acteur de stabilisation régionale, l'État renforce son capital symbolique auprès des élites nationales et des partenaires internationaux, tout en projetant une image d'efficacité gouvernementale. La médiation devient ainsi un instrument de légitimation interne, participant à l'enracinement du pouvoir en associant diplomatie, stabilité et compétence institutionnelle. Elle opère simultanément comme ressource d'influence internationale et comme technologie politique au service de la reproduction de l'autorité étatique.

4.3. Logiques et implications de la stratégie diplomatique pragmatique

La stratégie diplomatique pragmatique adoptée par le Togo se déploie dans un environnement international marqué par la recomposition des pôles de puissance, la multiplication des acteurs influençant les dynamiques sécuritaires africaines et l'évolution des formes de gouvernance régionale. Cette stratégie constitue une architecture cohérente qui articule gestion des dépendances, quête de légitimité et recherche d'autonomie relative. Loin d'être fragmentés, les différents instruments diplomatiques mobilisés, notamment la diversification des alliances, l'engagement multilatéral et la médiation active, participent d'un même régime d'action visant à réduire les vulnérabilités structurelles.

Dans une perspective sociologique, la diplomatie pragmatique fonctionne comme une technologie d'État orientée vers la maîtrise des contraintes extérieures et l'organisation des rapports internes de pouvoir. La diversification des partenariats permet la constitution d'un espace de négociation élargi, où les ressources, les financements et les soutiens sécuritaires peuvent être mis en concurrence afin de renforcer la marge de manœuvre nationale. Toutefois, cette stratégie demeure traversée par des tensions profondes. La diversification peut produire

des asymétries plus complexes que celles qu'elle prétend résoudre : les dépendances ne disparaissent pas, elles se recomposent. Les engagements pris auprès de partenaires multiples peuvent fragmenter la cohérence des priorités nationales, exposer l'État à des pressions concurrentes et amplifier les risques de marginalisation dans des configurations géopolitiques instables.

L'engagement au sein des organisations régionales renforce indéniablement la légitimité du Togo, tout en ouvrant l'accès à des dispositifs de coopération et de financement. Mais cette participation implique aussi des obligations normatives dont la mise en œuvre peut restreindre l'autonomie de décision, notamment lorsque les normes régionales intègrent les exigences de partenaires extérieurs influents. Les organisations régionales deviennent alors des espaces de gouvernance hybride, où se croisent logiques endogènes et injonctions exogènes, générant des tensions entre intégration et souveraineté.

Le rôle accru de médiateur, quant à lui, offre au Togo des opportunités importantes en termes de visibilité et d'influence, mais il comporte également des risques proportionnellement plus élevés que ceux auxquels un État de sa taille pourrait faire face. La médiation peut exiger une implication dans des crises dépassant ses capacités institutionnelles ou militaires, exposant l'État à des conséquences imprévues. L'équilibre entre bénéfices symboliques et coûts politiques devient alors un enjeu central de la stratégie diplomatique.

Dans son ensemble, la diplomatie pragmatique du Togo constitue un exercice d'équilibre où l'État cherche à transformer des contraintes structurelles en leviers de légitimation, d'influence et d'autonomie relative. Elle révèle la capacité d'un État africain à agir stratégiquement dans un environnement multipolaire traversé par des asymétries persistantes, tout en mettant en lumière les limites inhérentes à toute tentative d'émancipation dans un système international profondément hiérarchisé. Elle illustre enfin les formes contemporaines de la souveraineté « située », produite dans l'interaction entre interdépendance régionale, pressions globales et pratiques quotidiennes de l'État.

5. Transformations et perspectives sociopolitiques

La stratégie géopolitique du Togo s'inscrit dans une logique de multi-alignement pragmatique, fondée sur la diversification des partenariats plutôt que sur la dépendance exclusive à un acteur traditionnel. Cette approche permet de gérer les vulnérabilités structurelles et de maximiser la marge de manœuvre de l'État dans un système international multipolaire (P. Khanna, 2019 ; K. N. Waltz, 1979). Elle combine continuité historique, notamment avec la France et ouverture à

des partenaires émergents comme la Chine, l'Inde, la Turquie ou la Russie, révélant une capacité d'adaptation stratégique face aux recompositions globales (W. I. Zartman, 2000).

Chaque partenariat répond à des besoins spécifiques : la Russie pour la formation militaire, la Chine pour les infrastructures, la Turquie pour les technologies de surveillance et l'Inde pour la cybersécurité, illustrant une complémentarité stratégique et un exercice de négociation dans un contexte de dépendances différenciées (C. Alden et D. Large, 2011). Cette diversification accroît l'autonomie relative tout en exposant l'État à de nouvelles asymétries de dépendance, pouvant limiter sa liberté décisionnelle face aux acteurs plus puissants.

Sur le plan sociopolitique, les visites officielles, accords bilatéraux et engagements régionaux à la CEDEAO et à l'Union africaine produisent des effets performatifs, consolidant la légitimité, la souveraineté et la crédibilité du Togo (P. Bourdieu, 1994). La diplomatie pragmatique combine les structures formelles, telles que les lois, les institutions régionales et les comités bilatéraux, avec les pratiques sociales, incluant les réseaux, les négociations et les médiations, afin d'ajuster l'action de l'État aux contraintes et dynamiques propres aux contextes locaux et régionaux.

Le Togo joue également un rôle de médiateur entre partenaires traditionnels et émergents, conciliant intérêts divergents et maximisant ses gains stratégiques. Cette posture, tout en renforçant son image d'État responsable et crédible, comporte néanmoins des risques liés aux tensions entre engagements concurrents et à la multiplication des dépendances.

En définitive, le multi-alignement pragmatique du Togo illustre la capacité d'un petit État à combiner continuité historique, innovation stratégique et autonomie relative, tout en naviguant dans un environnement multipolaire marqué par des asymétries structurelles et des contraintes de dépendance. Cette approche offre un éclairage sociologique sur les stratégies des États secondaires face aux recompositions globales des rapports de pouvoir et aux défis de la résilience étatique.

Conclusion

L'analyse montre que la stratégie géostratégique du Togo s'inscrit dans un processus de repositionnement au sein d'un ordre international multipolaire. Plutôt qu'un simple déplacement de dépendance, la politique extérieure togolaise repose sur une diversification réfléchie visant à accroître l'autonomie stratégique, renforcer la résilience face aux menaces transfrontalières et sécuriser les intérêts économiques et territoriaux.

Sur le plan sociopolitique, cette démarche articule institutions formelles, pratiques diplomatiques et dispositifs de légitimation, illustrant la capacité d'un petit État à naviguer entre puissances concurrentes en combinant continuités historiques et innovations stratégiques. Toutefois, cette diversification implique des défis : gestion de partenariats aux intérêts parfois divergents, risques de nouvelles dépendances et nécessité d'une vision stratégique intégrée.

Le cas togolais apparaît ainsi comme un exemple pertinent de résilience et d'adaptation, où diversification des alliances, diplomatie symbolique et renforcement de la souveraineté nationale se conjuguent pour assurer une présence crédible dans un environnement régional et mondial de plus en plus compétitif. Cette analyse ouvre enfin des perspectives pour comprendre les stratégies similaires adoptées par d'autres États africains et du Sud global confrontés aux recompositions géopolitiques contemporaines.

Références bibliographiques

AFRICA INTELLIGENCE, 2022, *Togo, Turquie : Lomé cède à son tour au charme des drones d'attaque turcs TB2*. <https://www.africaintelligence.fr/afrique-ouest/2022/07/08/lome-cede-a-son-tour-au-charme-des-drones-d-attaque-turcs-tb2,109797876-art>

ALDEN Chris et LARGE Daniel, 2011, "China's Exceptionalism and the Challenges of Delivering Difference in Africa", *Journal of Contemporary China*, Vol. 20, p. 21-38.

AMIN Samir, 1973, *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Éditions de Minuit, 365 p.

ASCOFARÉ Aly Asmane, 2025, *Le terrorisme, une « menace existentielle » pour toute l'Afrique de l'Ouest : l'appel à l'aide de la CEDEAO devant l'ONU*. Jeune Afrique. <https://www.jeuneafrique.com/1742134/politique/le-terrorisme-une-menace-existentielle-pour-toute-lafrique-de-louest-lappel-a-laide-de-la-cedeoa-devant-lonu/>

ASSEMBLÉE NATIONALE TOGOLAISE, 2021, *Loi de Programmation Militaire 2021-2025*, Lomé, 3 p.

AURÉGAN Xaxier, 2024, "La course aux ports africains ? Contributions chinoises au développement portuaire africain", *Flux*, N° 135-136, Vol. 1, p. 13-30.

AYOOB Mohammed, 1995, *The Third World Security Predicament: State Making, Regional Conflict, and the International System*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 213 p.



BAGAYOKO Niagale, HUTCHFUL Eboe et LUCKHAM Robin, 2016, “Hybrid security governance in Africa: Rethinking the foundations of security, justice and legitimate public authority”, *Conflict, Security & Development*, N°16, Vol. 1, p. 1-32.

BALZACQ Thierry, 2018, “Théories de la sécuritisation, 1989-2018”. *Études internationales*, Vol. 49, No. 1, pp. 7 - 24, <https://doi.org/10.7202/1050542ar>

BAYART, Jean-François, 1999, “L’Afrique dans le monde : une histoire d’extraversion.” *Critique Internationale*, No. 5, p. 97 - 120.

BAYART Jean-François, 1989, *L’État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 439 p.

BERNSTEIN Basil, 1975, *Class, codes and control : Theoretical studies towards a sociology of language* (Vol. 1). London and New York, Routledge & Kegan Paul, 225 p.

BØÅS Morten, 2019, *The Sahel Crisis and the Need for International Support*. Uppsala, The Nordic Africa Institute, 58 p.

BOURDIEU Pierre, 1994, *Raisons pratiques : Sur la théorie de l’action*. Paris, Seuil, 256 p.

BUZAN Barry, 1991, *People, States and Fear: An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era* (2nd ed.), Boulder, Lynne Rienner, 272 p.

COUSSERAN Jean-Claude et HAYEZ Philippe, 2021, Introduction Pourquoi un ouvrage sur les politiques de renseignement ? *Nouvelles leçons sur le renseignement* (p. 7-16), Paris, Odile Jacob.

DELATO Folly-gah, 2025, *Togo-Russie : le partenariat militaire qui inquiète Paris*. Paris, Le Point. https://www.lepoint.fr/afrique/togo-russie-le-partenariat-militaire-qui-inquiete-paris-19-11-2025-2603494_3826.php

DIEYE Abdoulaye Mar et EZIAKONWA Ahunna, 2025, *L’avenir de la gouvernance au Sahel : (Re)bâtir la cohésion sociale et la confiance du public*, Programme des Nations Unies pour le développement, 166 p.

DOBRY Michel, 2009, *Sociologie des crises politiques : La dynamique des mobilisations multisectorielles* (3e éd.). Presses de Sciences Po., 432 p.

GBIKPI-BENISSAN Datè Fodio et PENN Laré Batouth, 2009, “Le Togo dans le concert des nations : D’une coopération étatique eurocentriste marginalisante à une coopération décentralisée et sino-togolaise”, *Mosaïque*, N° 009, p. 127-142.



HAGBERG Sten, KIBORA Ludovic O., BARRY Sidi, CISSAO Yacouba, GNESSI Siaka, KABORÉ Amado, koné Bintou et ZONGO Mariatou, 2019, *Sécurité par le bas. Perceptions et perspectives citoyennes des défis de sécurité au Burkina Faso*, Uppsala, Uppsala Universitet, 109 p., <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199286294.001.0001>

KHALFAOUI Mathias, 2023, *L'inexorable avancée du djihadisme en Afrique : Le golfe de Guinée mis au défi*, Paris, Fondation Jean Jaurès, 8 p.

KHANNA Parag, 2019, *The Future Is Asian: Commerce, Conflict, and Culture in the 21st. Century*, New York, Simon & Schuster, 448 p.

MARTINEZ-ALIER Joan, 2002, *The environmentalism of the poor: A study of ecological conflicts and valuation*, Barcelona, Universitat Autònoma, 56 p.

MBEMBE, Achille, 2010, *Sortir de la grande nuit : Essai sur l'Afrique décolonisée*. La Découverte, coll. *Cahiers libres*, 243 p.

MEARSHEIMER John J., 2001, *The tragedy of great power politics*, New York and London, W W Norton & Company, 592 p.

MÉRINO Mathieu et LAURET Alexandre (dir.), 2025, *L'Afrique face aux mutations stratégiques* Paris, IRSEM, 232 p.

PRICE Gareth, 2015, *India's Aid to Education*, Paris, UNESCO, 16 p.

RAMANI Samuel, 2023, *Russia in Africa: Resurgent Great Power or Bellicose Pretender?* Oxford, Oxford University Press, 455 p.

REPUBLICOFTOGO.COM, 2025, *Togo-Inde : vers un partenariat renforcé dans plusieurs secteurs clés*, <https://www.republicoftogo.com/toutes-les-rubriques/diplomatie/togo-inde-vers-un-partenariat-renforce-dans-plusieurs-secteurs-cles>

ROSENTHAL Robert et JACOBSON Lenore, 1968, *Pygmalion in the Classroom: Teacher Expectation and Student Intellectual Development*, New York, Holt, Rinehart & Winston, 47 p.

SCHLOSBERG David, 2007, *Defining Environmental Justice: Theories, Movements, and Nature*, Oxford, Oxford University Press,

WALTZ Kenneth N., 1979, *Theory of International Politics*, California and London, Addison-Wesley Publishing Company, 129 p.

ZARTMAN William I., 2000, "Conflict Management. The Long and Short of It", *SAIS Review*, N° 20, p. 227-235.